

Fin d'année 2012 morose pour le marché du travail

Au 4^e trimestre 2012, en Champagne-Ardenne comme en France métropolitaine, le marché du travail continue de pâtir de la faiblesse de l'activité économique. Dans les secteurs marchands non agricoles, les effectifs salariés champardennais se replient pour le sixième trimestre consécutif. La baisse de l'emploi industriel reste forte et le recul de l'emploi salarié s'accroît dans le secteur de la construction. Dans le tertiaire marchand, les suppressions de postes s'atténuent au 4^e trimestre 2012 en raison du ralentissement des destructions d'emplois dans le secteur de l'intérim. Le taux de chômage régional, qui s'établit à 11,2 % de la population active, augmente toujours plus rapidement qu'au niveau national. L'ensemble des départements de la région est touché par la forte hausse du chômage, avec une progression plus marquée dans les Ardennes et dans l'Aube. Le secteur de la construction de logements neufs en Champagne-Ardenne demeure atone. Le nombre des créations d'entreprise continue de baisser, y compris pour le régime de l'auto-entrepreneur.

Patrick Bouny, Cyril Pluym, Insee Champagne-Ardenne

Contexte international

Fin 2012, l'activité a calé dans les économies avancées (-0,2 % après +0,3 % au 3^e trimestre). Les économies émergentes ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux États-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0 %), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, net recul de l'activité : -0,6 % après -0,1 %. Notamment, la production manufacturière, stable au 3^e trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au 1^{er} trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+0,4 %). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux États-Unis (+0,6 % après 0,0 %) grâce à la résistance de la demande interne et ce, en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+0,1 % après -0,6 %), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+0,5 % au 1^{er} trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine. L'activité des économies avancées se tasserait au 2^e trimestre 2013 (+0,2 %), notamment aux États-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

Contexte national

En France, l'activité s'est repliée fin 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (-0,3 % après +0,2 %). La production manufacturière a subi un fort repli (-2,6 % après +1,1 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (-0,6 % après +1,0 %) tandis que les investissements des entreprises ont diminué (-0,8 % après -0,6 %). De même, les dépenses de consommation des ménages ont été atones (-0,1 %, après +0,1 %).

Au 1^{er} semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'embellie mondiale, les exportations accélèreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages demeurerait freiné par la dégradation du marché du travail et par l'augmentation des prélèvements ; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au 1^{er} semestre (0,0 % au 1^{er} trimestre 2013 puis +0,1 % au 2^e trimestre 2013) ; 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0 % mi-2013.

L'emploi salarié continue de reculer

Le marché du travail champardennais n'est pas épargné par le ralentissement de l'activité. Au 4^e trimestre 2012, selon les indicateurs provisoires actuellement disponibles, l'emploi salarié régional des secteurs principalement marchands non agricoles recule de 0,6 %, par rapport au trimestre précédent, soit une perte nette de 1 600 salariés. Le rythme des destructions d'emplois marchands non agricoles ralentit légèrement après un 3^e trimestre marqué par une forte diminution de l'emploi (-1,0 %, pour une perte de 2 900 emplois).

En France métropolitaine, les disparitions d'emploi dans les secteurs marchands se poursuivent au 4^e trimestre 2012, à un rythme similaire à celui du 3^e trimestre : -44 600 postes après -46 000 postes, pour une baisse de 0,3 %. L'emploi salarié dans l'Aube croît de 0,3 %, les autres départements perdant des emplois : les Ardennes (-1,4 %), la Marne (-0,5 %) et la Haute-Marne (-1,1 %).

Sur un an, l'emploi marchand champardennais recule de 2,5 %, contre une baisse de 0,6 % en France métropolitaine. La quasi-totalité des régions perdent des emplois, la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté (-2,5 %) et la Lorraine (-2,3 %) étant les plus touchées.

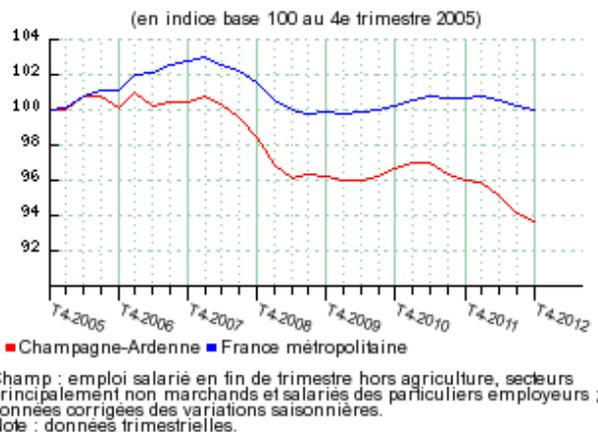
Au 4^e trimestre 2012, l'emploi industriel régional diminue de 0,7 % (-600 postes). Le département des Ardennes avec une perte d'emploi dans l'industrie de 1,4 % est davantage touché que la Haute-Marne (-0,6 %), l'Aube et la Marne (-0,5 %). En un an, l'industrie champardennaise perd 2 800 postes et le rythme annuel des destructions d'emplois (-3,3 %) est toujours plus marqué qu'en France métropolitaine (-0,9 %).

Dans le secteur de la construction, au 4^e trimestre 2012, les effectifs salariés champardennais reculent de 1,3 %, contre une baisse de 0,5 % en France métropolitaine. Sur un an, l'emploi dans le secteur de la construction recule de 1,5 % en Champagne-Ardenne, davantage qu'en France métropolitaine (-1,0 %).

La baisse de l'intérim s'atténue

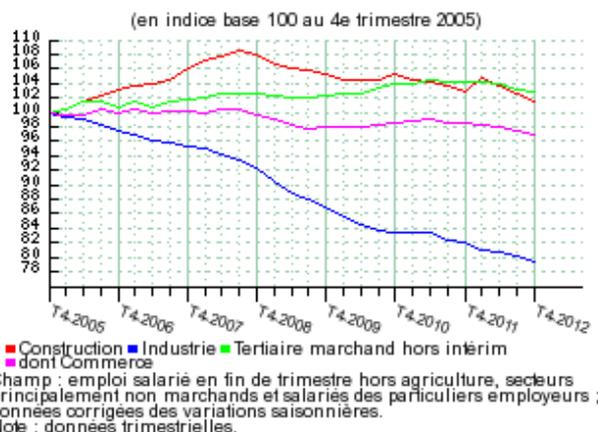
Au 4^e trimestre 2012, en Champagne-Ardenne, l'emploi salarié du secteur tertiaire marchand se replie de 0,4 % (-640 postes). Comptabilisés dans le secteur tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission, les intérimaires contribuent moins nettement à la baisse de l'emploi du secteur tertiaire que les trimestres précédents. Ainsi, l'emploi intérimaire au 4^e trimestre 2012 perd 130 postes (-1,2 %), contre 1 040 postes supprimés (-9,0 %) au 3^e trimestre 2012. Première composante de l'ajustement de l'emploi aux variations de l'activité économique, notamment dans l'industrie et la construction, l'emploi intérimaire reste pénalisé par l'arrêt de la croissance française en 2012. Sur un an, le repli de l'emploi intérimaire est davantage marqué en Champagne-Ardenne (-15,0 %) qu'en France métropolitaine (-10,7 %). Hors intérim, au 4^e trimestre 2012, l'emploi tertiaire marchand champardennais baisse de nouveau : -0,3 %, après -0,6 % le trimestre précédent. La baisse résulte notamment des secteurs du commerce (-0,6 %), du transport-entreposage (-0,7 %) et des activités immobilières (-1,0 %).

Évolution de l'emploi salarié marchand



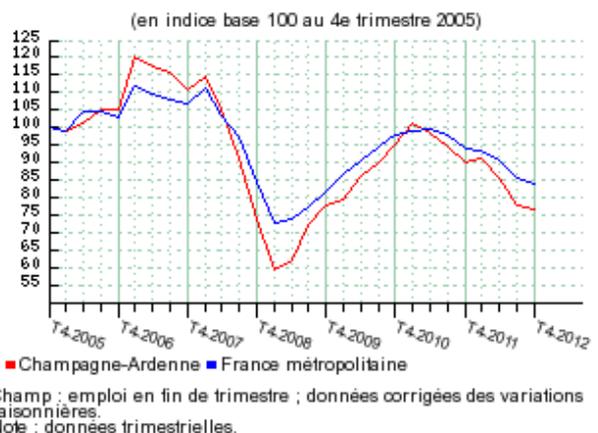
Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi salarié par secteur



Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



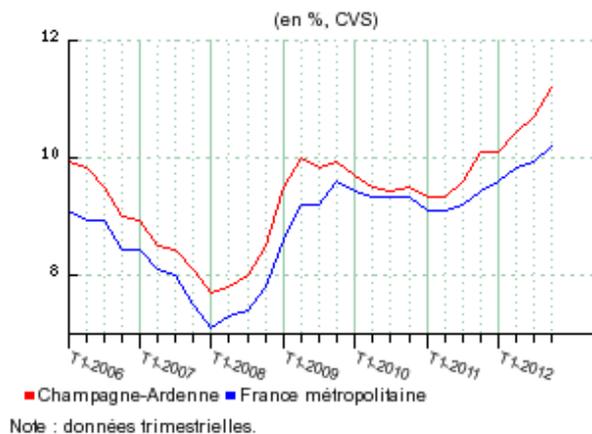
Source : Insee, estimations d'emploi

Le chômage poursuit sa hausse

Le taux de chômage localisé régional augmente fortement pour le troisième trimestre consécutif. Il atteint 11,2 % de la population active au 4^e trimestre 2012, soit une hausse de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. Il est supérieur de 1,0 point au taux de chômage métropolitain au sens du BIT (10,2 %). Le taux de chômage localisé s'établit à 13,1 % de la population active dans les Ardennes et à 12,0 % dans l'Aube. Il demeure moins élevé dans la Marne (10,2 %) et en Haute-Marne (10,5 %).

Sur un an, la hausse du taux de chômage est plus importante en Champagne-Ardenne (+1,1 point) qu'en France métropolitaine (+0,8 point). Elle affecte tous les départements de la région. Sa progression est néanmoins moins rapide dans la Marne (+1,0 point) que dans les Ardennes et l'Aube (+1,3 point) ou en Haute-Marne (+1,4 point).

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

La construction neuve demeure mal orientée

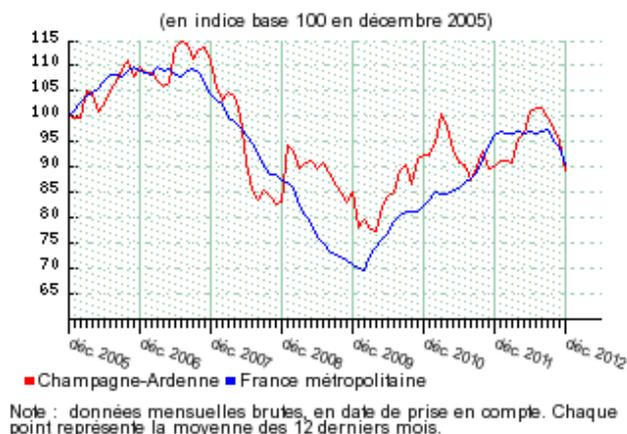
En Champagne-Ardenne, à la fin du 4^e trimestre 2012, en données cumulées sur une année, le nombre des mises en chantier de logements neufs baisse de 13,0 %, par rapport au cumul du 3^e trimestre 2012 et de 29,6 % comparé à celui du 4^e trimestre 2011.

En France métropolitaine, ces mêmes cumuls de mise en chantier de logements neufs diminuent de 9,8 % sur un trimestre et de 16,0 % sur une année. En Champagne-Ardenne, le recul des mises en chantier de logements neufs touche toujours davantage les logements collectifs (-27,5 %) que les logements individuels (-8,7 %).

A la fin du 4^e trimestre 2012, les perspectives de construction de logements neufs en Champagne-Ardenne demeurent mal orientées. Le cumul annuel des permis de construire délivrés pour la construction de logements recule de 10,7 % par rapport à celui du 3^e trimestre 2012.

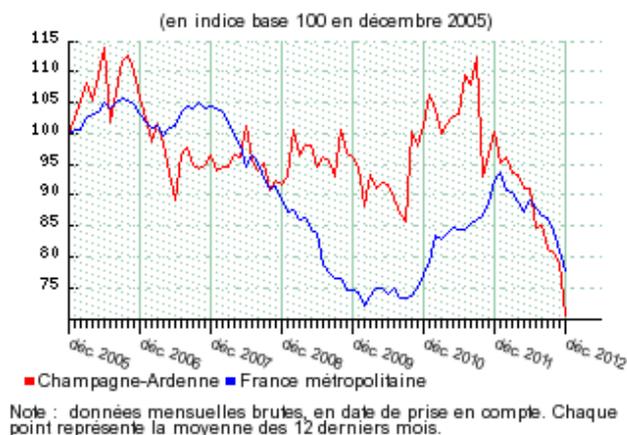
Au niveau national, les perspectives de construction de logements neufs se dégradent un peu moins, le cumul annuel du 4^e trimestre 2012 des autorisations de logements se repliant de 7,0 % au regard du trimestre précédent.

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Source : SOeS, Sit@del

Évolution du nombre de logements commencés



Source : SOeS, Sit@del

La hausse de la fréquentation hôtelière se poursuit

Au 4^e trimestre 2012, la fréquentation des hôtels de la région augmente de 2,7 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Sur la même période, le nombre des nuitées hôtelières en France métropolitaine croît de 0,4 %.

La fréquentation hôtelière champardennaise bénéficie d'une forte affluence au mois de novembre (+11,8 %) et dans une moindre mesure en décembre (+2,7 %). L'amélioration de la fréquentation du 4^e trimestre provient exclusivement de la clientèle française (+7,2 %, comparée au même trimestre de 2011). En revanche, la désaffection de la clientèle étrangère perdue avec une baisse de 12,2 %, au cours du 4^e trimestre 2012. Hormis la Marne (-0,8 %), la fréquentation des hôtels est en hausse significative dans les autres départements de la région, avec +16,6 % dans les Ardennes, +5,1 % dans l'Aube et +4,4 % en Haute-Marne.

Nouvelle baisse des créations d'entreprise

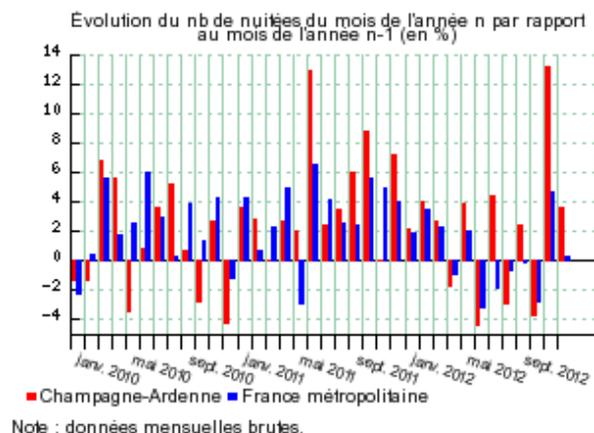
En Champagne-Ardenne, au 4^e trimestre 2012, le nombre des créations d'entreprise baisse de 2,3 % par rapport au trimestre précédent. Ce recul affecte les créations hors auto-entrepreneurs (-2,6 %), comme celles des auto-entrepreneurs (-2,1 %). À l'inverse, en France métropolitaine, sur la même période, les créations d'entreprise augmentent globalement de 2,2 %. Les créations d'auto-entreprise (+3,2 %) de même que celles hors auto-entrepreneur (+1,0 %) sont en hausse.

La part des auto-entrepreneurs champardennais dans l'ensemble des créations d'entreprise du 4^e trimestre 2012 s'établit à 59,9 %, quasiment au même niveau qu'au trimestre précédent. En France métropolitaine, la part des créations d'auto-entreprise reste plus faible qu'en Champagne-Ardenne (55,3 %), en dépit d'une progression de 0,5 point par rapport au trimestre précédent.

Au 4^e trimestre 2012, les défaillances d'entreprise régionales sont en hausse par rapport au trimestre précédent (+4,3 %). Sur un an, le nombre de défaillances croît de 12,0 % en Champagne-Ardenne, contre 2,5 % en France métropolitaine.

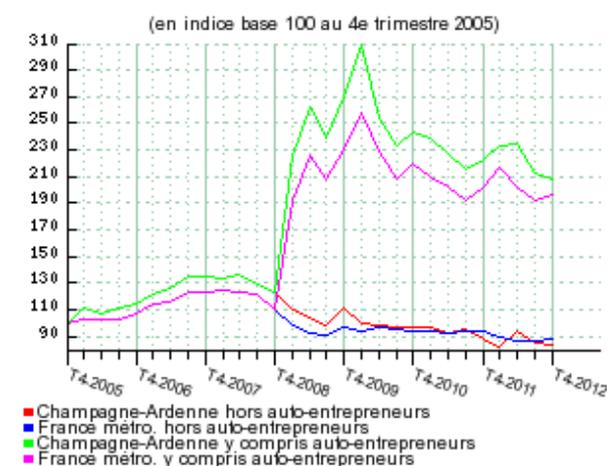
INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne
10, rue Edouard Mignot - CS10048 - 51721 Reims Cedex
Tél. : 03 26 48 66 60
Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE
Chef du Service Études et Diffusion : X
Rédacteur en chef : Davis Bates
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois
© INSEE-2013

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

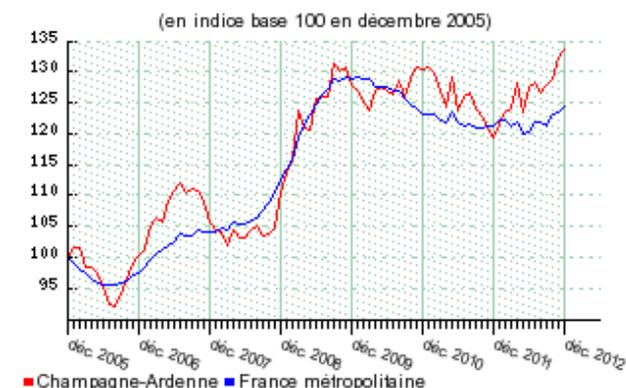
Créations d'entreprise



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements - Sirène)

Défaillances d'entreprise



Note : données mensuelles brutes au 5 mars 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France